Les campagnes électorales des partis établis comme la CDU/CSU (chrétien-conservateur), le SPD (social-democrate), les Verts et le FDP (libéral) reprennent en partie à leur façon des thèmes pris de l'arsenal de Die Linke (La Gauche). Die Linke, constitué comme nouveau parti par la fusion de la Linkspartei et du WASG (Alternative Electorale pour la Justice Sociale) en 2007, était entré au Bundestag (le parlement fédéral de l'Allemagne) avec 11,9% en l'an 2009. C'était un succès indéniable, la faiblesse traditionelle de la Linkspartei/PDS dans les „vieux Länder" à l'ouest de l'Allemagne avait commencé à se relativiser. Et le thème le plus entendu, c'était la justice sociale en général et à plus forte raison encore l'argumentation pour un salaire minimum. Avec cette revendication, en 2009, Die Linke faisait cavalier seul.

Aujour'hui, le SPD et les Verts se font champion du salaire minimum, bien qu'ils parlent seulement de 8,50 Euro par heure. Il est vrais que cela donnerait un progrès réel pour un nombre important de salariés très mal payé. Il y des secteurs, où l'on ne gagne que 4 à 6 n Euros. Mais même la revendication de Die Linke, qui n'a pas changé le montant du salaire minimum revendiqué par elle depuis 2009, c'est-à dire 10 Euro, est insuffisante pour protéger lessalarié concerné contre la pauvreté qui l'attend à l'age de la pension.

CDU/CSU et FDP ne polémiquent pas ouvertement ni contre la revendication du salaire minimum, ni contre l'agitation pour l'amélioration des pensions et des minimas sociaux. Ils disent, que ce n'est pas l'Etat qui devrait fixer un salaire minimum, qu'il faut continuer à régler cela par branches, et qu'en dernier lieux – ça, c'est le FDP qui le souligne – c'est l'affaire des "partenaire sociaux" (organisations patronales et syndicats). Mais les syndicats du DGB, eux, font campagne pour un salaire minimum général de 8,50 tout comme le SPD et les Verts…

La politique néolibérale féroce due SPD et des Verts sous le chancelier Gerhard Schröder avait eu des conséquences très negatives pour les rapports traditionellement symbiotiques de la direction du SPD avec celle des syndicats du DGB. La Gauche avait pu renforcer sa présence acceptée au sein des syndicate. Certes, nous ne sommes pas revenu à la situation d'avant Schröder, mais quand-même, les appareils social-democrates politiques et syndicaux on recommencer à s'entendre mieux. Et Die Linke peut se vanter d'avoir influencer l'évolution des positions des autres partis, mais au prix de s'affaiblir du point de vue électoral. Entretemps, elle était tombée jusqu'à 6% dans les sondages d'opinion (en printemps 2012). Dans les sondages récents, elle est quand-même regrimper à 9% pour l'institut Emnid (un institut lui avait même

donné 10% la semaine dernière, d'autres lui accordent 8 à 9%).

A la CDU/CSU, qui n'avait obtenu que 33,8% en 2009, les instituts accordent entre 39 et 41% maintenant. Ceci, et la popularité inébranlée de la chancelière Angela Merkel, montre bien la force d'une politique ressentie comme avocate d'un bien-être relatif au detriments des populations des pays économiquement beaucoup plus faibles au sein de l'UE. Le facteur d'incertitude, c'est le FDP, qui avait obtenu 14,6% en 2009 et qui tourne maintenant autour des 5%, ce qui met en danger la continuité de la coalition conservatrice/libérale.

Le SPD, lui, se trouve à 25% dans les sondages, et les Verts à 11% (leur envolée après Fukushima, c'est du passé). Le candidat à la chancellerie du SPD, Peer Steinbrück, un type froidement tecnocrate, est peu crédible pour les thèmes sociaux. Et il refuse une collaboration avec Die Linke pour remplacer le gouvernement conservateur libéral. Encore une "grande coalition" CDU/SPD pourrait donc être le résultat des elections.

Pour compléter le tableau, la percée des Pirates semble terminée , ils piétinent à 3%, tout comme le AfD (Alternative pour l'Allemagne), qui veut la sortie de la zone Euro pour ne pas payer pour les plus pauvres.

Manuel Kellner, 8 septembre 2013